Fondation Jean Jaurès

International

LANGUE ET MÉMOIRE EN UKRAINE

Laryssa Massenko, Anastasiia Levkova, Maxim Virkhov

26/03/2020

La langue et la mémoire collective sont constitutifs de la souveraineté d'un pays. Les trois analyses ci-dessous proposées par la Fondation et L'Ukraine est notre voisin, traduites et diffusées avec l'aimable autorisation de l'hebdomadaire *Ukrainski Tyzhden*, rappellent la dimension fondamentale de la langue nationale et du travail mémoriel d'un pays dans l'établissement d'une identité culturelle nationale et combien l'histoire récente en Ukraine en atteste.

La défense de la langue ukrainienne : acquis et nouvelles menaces

*Par **Laryssa Massenko**, professeure à l'Université nationale « Académie-Mohyla de Kiev »* (article issu du site de Radio Svoboda (déclinaison ukrainienne de Radio Free Europe).

Les linguistes appellent « glissement linguistique » le passage de toute une communauté ethnique de sa langue à une autre. Ce phénomène se produit le plus souvent dans des pays colonisés où l'occupant impose sa langue à la population.

Le remplacement d'une langue par une autre ne peut pas se passer en un instant, ce processus comporte une période plus ou moins longue de bilinguisme de masse. Dans la situation de bilinguisme massif ou total, la langue imposée reprend au fur et à mesure la fonction de la langue maternelle de la population, ce qui menace de mort cette langue maternelle, car une langue dont on ne se sert plus pour la communication quotidienne passe dans la catégorie des langues mortes.

Dans les années 1970 du siècle dernier, l'étape transitoire du bilinguisme asymétrique russo-ukrainien dans les villes ukrainiennes, quand les Ukrainiens passaient à la langue russe et les Russes restaient unilingues, s'approchait déjà d'une victoire définitive de la langue russe.

Voici comment Yevhen Sverstiouk[1] décrit la Kyiv (Kiev) des années 1960-1970 et la situation dans cette ville du groupe de patriotes ukrainiens de différentes régions du pays réunis autour de l'idée de résistance à la politique anti-ukrainienne de russification : « Kyiv était étrangère. Une

fourmilière. Nous étions des parias sans permis de résidence, sans appartement et souvent sans travail. Kyiv appartenait à un dieu étranger et parlait une langue étrangère. Ici, pendant dix ans, des flics me suivaient. Ici, on nous a arrêtés comme des criminels et on nous a emprisonnés dans un bâtiment gris en face de la cathédrale Sainte-Sophie. Mais Sainte-Sophie, le ciel et le soleil au-dessus d'elle, les collines et les parcs, le Dnipro[2] – tout cela nous appartenait et nous le sentions. C'était notre Nouvelle Jérusalem, et nous l'avons remplie de l'amour et de la fête des rencontres ».

Le groupe peu nombreux et d'abord ouvert des artistes et intellectuels a organisé le mouvement culturel de résistance qui a commencé petit à petit à prendre de l'ampleur, en diffusant les messages sur l'importance de la nation dans des milieux plus larges, tout d'abord scientifiques et estudiantins.

Le pouvoir impérial a répondu à la nouvelle reprise du patriotisme linguistique des Ukrainiens avec les moyens de répression typiques de ce régime, comme il l'avait fait à la fin des années 1920[3]. Les participants actifs de la résistance à la russification ont été isolés du reste de la société, mis en prison ou dans des camps de concentration, et leurs proches ont été licenciés des établissements éducatifs et scientifiques en 1972, année tristement célèbre[4].

Avec une cruauté particulière, les kagébistes ont tué l'artiste Alla Horska, une jeune kiévienne d'une famille russophone qui, sous l'influence de Mykhaïlyna Kotsiubynska (critique littéraire, traductrice et participante active du mouvement des années 1960), de Vassyl Stous (grand poète ukrainien) et des autres participants du mouvement culturel des années 1960, avait commencé à communiquer en ukrainien et avait consacré son travail artistique à la culture ukrainienne.

Pour les autorités d'occupation, le choix linguistique d'Alla Horska constituait un précédent particulièrement dangereux par sa capacité de provoquer l'élargissement du milieu de la jeunesse ukrainophone et ceci au moment où l'empire communiste était apparemment sur le point de célébrer sa victoire dans la transformation de la population de la capitale de la République soviétique socialiste d'Ukraine en « hommes soviétiques », sans signes apparents d'identité nationale.

Dans les années 1970-1980, s'était répandue dans les établissements d'enseignement supérieur la pratique de nommer aux postes de titulaires des chaires de langue ukrainienne des personnes russophones. Dans les écoles avec enseignement en ukrainien, dont le nombre diminuait sans cesse, beaucoup de professeurs craignaient d'être accusés de « nationalisme bourgeois ukrainien » et manifestaient une loyauté à l'égard de la langue russe en l'utilisant dans leur communication avec les écoliers pendant les récréations et les activités extra-scolaires.

Les conséquences de la russification impériale dans l'espace linguistique actuel de l'Ukraine

Logiquement, le changement du vecteur du développement du bilinguisme massif de l'axe russe vers l'axe ukrainien devait être la tâche principale de la politique linguistique de l'État après l'obtention de l'indépendance, ce qui n'était pas possible sans l'arrivée au pouvoir d'une élite nationalement consciente.

Or, ce processus a été bloqué par les déformations précédentes du développement linguistique, à la suite duquel la russification et la soviétisation de la conscience collective avaient atteint un succès considérable.

À la première élection présidentielle en 1991, Viatcheslav Tchornovil[5], le candidat des démocrates nationaux, n'a obtenu la majorité que dans les régions occidentales, ce qui à l'échelle nationale faisait uniquement 23,7% des votes. La majorité de l'électorat a accordé sa préférence à l'ancien idéologue du parti communiste Leonid Kravtchouk.

Depuis les années de l'indépendance, l'opposition des deux langues et des deux cultures continue sur le territoire de l'Ukraine. L'article 10 de la Constitution a permis d'arrêter le glissement linguistique vers la langue russe, mais principalement dans le secteur officiel et les affaires. L'octroi du statut de langue officielle à la langue ukrainienne a peu influencé la situation linguistique dans les grandes villes et les centres industriels où la communication en russe restait dominante.

Changer les milieux urbains russophones formés à la suite de l'action violente et durable du pouvoir impérial est bien sûr une tâche compliquée, mais pourtant tout à fait réaliste.

La langue ukrainienne dans le secteur de l'éducation : statistiques et situation réelle

Concernant les facteurs de la socialisation des personnes, en particulier la socialisation linguistique – la famille, l'école, les médias et la communication personnelle avec les amis –, les organismes d'État ont parfaitement le droit d'impliquer l'école et les médias pour mener à bien le processus d'ukrainisation. Pourtant les facteurs mentionnés n'ont pas été pleinement utilisés jusqu'à présent pour renforcer la langue nationale.

Même à l'école, malgré les indices statistiques élevés, la formation en ukrainien n'a pas accompli la

tâche de dérussification de l'espace éducatif. La raison principale en est l'habitude post-soviétique de plusieurs professeurs de changer le code de communication avec les élèves en passant de l'ukrainien au russe pendant les récréations, les fêtes scolaires et les autres activités. Ce comportement linguistique des professeurs freine le processus d'apprentissage performant de la langue ukrainienne par les élèves dans toute la gamme de ses usages quotidiens.

Comme l'a montré l'étude approfondie d'Oksana Danylevska, *La langue ukrainienne à l'école ukrainienne au début du XXI^e siècle : essais sociologiques*, publiée en 2019, les milieux scolaires dans la plus grande partie de l'Ukraine, à l'exception des régions occidentales, ne sont pas monolingues mais bilingues, et la répartition des deux langues se fait selon le principe suivant : communication formelle en ukrainien, communication informelle en russe. Naturellement, ce régime de bilinguisme en combinaison avec la prédominance de la langue russe dans les émissions télévisées de distraction ne permet pas d'inculquer aux enfants le patriotisme linguistique et une identité nationale distincte.

Les attentes de la partie consciente de la société liées à l'influence sur la jeune génération née et éduquée en Ukraine indépendante et au changement considérable des milieux linguistiques urbains n'ont donc pas encore été satisfaites.

En 2016, Yourii Androukhovytch[6] évaluait ainsi la situation linguistique à Kyiv : « En théorie c'est à Kyiv qu'auraient dû avoir lieu des processus uniques de l'épanouissement de la langue ukrainienne moderne, l'élargissement de son aire, de son irruption dans de nouveaux registres de la vie (comme aurait dit Bruno Schulz), où elle n'avait jamais été présente avant. Pourtant, depuis déjà un quart de siècle, on observe une sorte de stagnation. Autrement dit, demeure à Kyiv de façon stable le fond russophone général. Il n'y a pas longtemps, un politologue a caractérisé cette situation en disant que « Kyiv parle comme Donetsk et vote comme Lviv »[7]. Il y a une part de vérité dans cette exagération. Et même si on suppose que le bilinguisme intégral existe au niveau individuel (quand la même personne communique sans problème en deux langues sans donner sa préférence à aucune d'elles), ce bilinguisme se présentera plutôt comme le bilinguisme russo-ukrainien et pas l'inverse.

Les acquis de l'ukrainisation des dernières années et les nouvelles menaces

Il faut quand même noter que depuis ces dernières années, après la Révolution de la dignité et la guerre déclenchée par la Russie contre notre pays, la situation à Kyiv a commencé à changer rapidement en faveur de la langue ukrainienne. Cette tendance a été favorisée par la mobilisation du patriotisme linguistique, y compris parmi les députés de la huitième législature, la pression sur

le pouvoir exercée par de nombreuses ONG, et le changement de position de Petro Porochenko sur les problèmes de la langue, qui ont évolué du soutien au bilinguisme ukraino-russe vers l'ukrainisation.

On peut retenir parmi les acquis dans les domaines linguistique, culturel et spirituel obtenus ces dernières années :

- l'adoption de la loi « Sur la garantie du fonctionnement de la langue ukrainienne comme langue officielle »[8] ;
- l'octroi du *tomos* (l'autocéphalie) à l'Église orthodoxe de l'Ukraine[9] ;
- la décommunisation de l'espace toponymique du pays[10] ;
- la croissance remarquable de la production cinématographique nationale ;
- le soutien de l'État à l'édition ;
- l'introduction de quotas pour la langue ukrainienne à la radio et à la télévision.

Malheureusement, une grande partie de l'électorat ukrainien n'a pas apprécié la perspective du mouvement vers le choix civilisationnel fait par les pays de l'Europe centrale et les pays baltes après la chute de l'URSS.

Il est vrai peut-être que pour sortir du désert de l'oubli organisé, pour utiliser la métaphore de Milan Kundera, il faut quarante ans d'errance. Alors les optimistes peuvent remarquer que nous avons déjà fait la plus grande partie de la route.

Mon ukrainien

*Par **Anastasiia Levkova**, écrivaine et journaliste*

Je peux raconter une centaine d'histoires sur l'ukrainophonie – la mienne et celle de mes proches. Je peux raconter comment, quand j'étais petite, une copine s'est étonnée après avoir entendu le mot « prizvychtché » (« le nom de famille » en ukrainien) de la bouche de ma sœur. Elle lui rétorqua : « Pourquoi tu dis prizvychtché ? Dis familiya » (« nom de famille » en russe). Ou comment une de nos proches a fait une moue dégoûtée après que j'ai prononcé le mot « plivka » (« pellicule, film » en ukrainien).

Je peux raconter comment ma copine de classe se moquait des mots « péréprochouïou » (« je suis désolée » en ukrainien) et « koketka » (précisément à cause de la prononciation ukrainienne du mot « kokètka » (une femme coquette), au lieu du russe « kakietka »). Dans un train de nuit, quand j'étais déjà étudiante, le steward refusa de me donner une « kovdra » (« couette » en ukrainien), parce que c'est quoi une « kovdra » ? En pleine nuit il m'apprit à dire « adieïala » (« couette » en russe), parce que personne ne comprend « kovdra », et déjà, cette langue ukrainienne, pourquoi on s'acharne autant pour ça ? Sa fille, par exemple, parle anglais et encore une autre langue, elle communique avec beaucoup de gens, elle voyage beaucoup et dit que personne ne parle ukrainien nulle part et que personne n'en a besoin.

Le conducteur de la « marchroutka » (la « navette ») contrefaisait le mot « rechta » que j'avais employé (la « monnaie » en ukrainien).

Ma voisine à la résidence d'étudiants, qui lisait Nietzsche à la bibliothèque Vernadski (la bibliothèque scientifique nationale à Kyiv), a entendu à côté d'elle une voix sincèrement étonnée : « Mademoiselle, Nietzsche est-il traduit en ukrainien ? Comment est-il possible que Nietzche soit traduit en ukrainien ? Comment ça ? Vous parlez ukrainien même avec vos amis ? Mais comment est-ce possible ? ».

Mon ami italien ukrainophone est allé au cinéma pour voir le film ukrainien *Povodyr*, dont on a tant parlé à l'époque, et il n'a pas compris la moitié du film car cette moitié était en russe sans sous-titres (l'usage du russe y était justifié car les tchékistes parlaient cette langue, mais pourquoi n'y avait-il pas de sous-titres pour les non-russophones ?).

Le fils d'une amie apprend l'allemand au Goethe-Institut. L'enseignante y explique la grammaire allemande en russe. Le gamin ne saisit pas pourquoi il devrait comprendre les mots « padej », « glagol », « skloniénié » (le « cas », le « verbe », la « déclinaison » en russe), s'il ne les a jamais appris ? Pourquoi, pour apprendre une langue étrangère, est-il obligé de passer par une troisième langue qu'il ne connaît pas ? Le groupe est russophone mais le garçon a un engagement qui se heurte à des railleries et à l'indignation. Son voisin, qui a un an ou deux de plus que lui, s'indigne : « Mais personne ne te comprend, tu ne peux pas parler normalement ! ».

Une autre amie, la maman d'une petite fille qui fait ses études en 2^{e} classe (équivalent du CE2 en France), dit qu'elle est obligée de surveiller le milieu linguistique de son enfant et être sur ses gardes pour faire de la résistance en cas de besoin. Il suffit d'un moment d'inattention et on apprend à ton enfant des comptines russes à la « Khodit khodit sieryi volk, V liessou rodilass iolotchka », on lui propose des livres en russe et, en cas de protestation, on se justifie « kakaïa

raznitsa kakoï iazyk ? » (« mais quelle est la différence », en quelle langue ? En russe !).

Si vous êtes ukrainophone, vous pouvez, vous aussi, raconter des centaines d'histoires pareilles. Ces histoires vont se compléter l'une l'autre et il n'est pas possible de tout raconter, car il y a des cas dont nous nous souvenons parce qu'ils sont révoltants et il y a ceux auxquels on ne fait même plus attention, ou alors, on fait attention, mais on se tait, sans quoi on serait obligé de ne parler que de cela.

Bref, ces histoires ne parlent pas tant de « la minuscule bougie de la lettre Ї » et du « croissant de lune de la lettre ﷺ » (selon Ivan Malkovytch, le poète ukrainien qui a écrit un poème pour enfants sur la protection de la langue ukrainienne et les lettres de l'alphabet ukrainien qui n'existent pas en russe) que de la lutte interminable que mène le ﷺ (Moi) résistant, mais en même temps si fragile, dans le pays où il devrait se sentir le mieux possible.

Cette lutte ne va pas sans laisser de traces pour la santé : l'organisme s'épuise même s'il est résistant. Le fils de mon amie qui a dix ans commence à avoir des crises dès qu'il sort du Goethe-Institut. Après la discussion avec le steward du train de nuit sur « kovdra » et « adieïala », je n'ai pas réussi à dormir de toute la nuit. La maman de la fille en 2e parfois se déconnecte et cède, parce qu'il n'est pas possible de vivre en état de lutte permanente. Et la question principale est : pourquoi sommes-nous obligés de lutter pour cela nous-mêmes, individuellement, et pas notre État dont la sécurité dépend de la défense de la langue d'État ?

Vous nous parlez de « brigade linguistique ». Pendant toute notre vie, nous les ukrainophones du côté est du Zbroutch (la rivière le long de laquelle passait autrefois la frontière entre les parties est (russe) et ouest (polonaise ou austro-hongroise) de l'Ukraine), nous nous heurtons à la brigade linguistique d'un grand nombre de russophones. Et quant à moi, le problème qui est parfois évoqué par certains d'entre eux, qui prétendent que l'État ukrainien impose la langue ukrainienne (les habitants de la Crimée donnaient parfois l'exemple des explications en ukrainien sur les médicaments), consiste en ce que l'État ukrainien ne l'a pas introduite de façon suffisamment systématique, et peut-être même pas suffisamment rigoureuse. Je ne dis pas qu'il faut le faire par la force, Dieu nous en garde, mais en créant des conditions appropriées. Notre État n'a pas fait ce que la Finlande a fait pour le finnois, la République Tchèque pour la langue tchèque et la France pour le français.

Je suis contre les brigades linguistiques parce que je suis contre le recours à la pression et à l'autoritarisme. Mais je vais recourir à une métaphore : dans une course, une personne avec des béquilles ne peut pas gagner contre une personne en bonne santé. Il faut soutenir la personne avec

des béquilles, créer des pistes sur lesquelles elle peut se déplacer sans problème et sans se casser une jambe, créer des conditions pour son rétablissement et ne proposer des compétitions que quand elle peut marcher elle-même. Et il serait étrange si une personne en fauteuil roulant se déclarait pour la construction d'escaliers sans rampe d'accès. C'est une analogie cruelle mais mon idée est que pendant quelques siècles les conditions de « fonctionnement » de la langue ukrainienne étaient telles qu'elle ne peut pas aujourd'hui « se sentir » bien.

Je suis persuadée qu'on n'a inventé rien de meilleur que la démocratie. Dès qu'on arrêtera de bafouer mes droits linguistiques et ceux de millions de gens comme moi, je défendrai les droits des russophones ; s'il le faut, j'irai même à des manifestations et mon cœur se réjouira de la présence dans mon pays de médias russophones (comme dans la langue des Tatars de Crimée, en bulgare, en hongrois, en arménien, en hébreu). Mais pour l'instant je ne peux pas, je suis désolée.

Un tournant de la politique mémorielle en Ukraine ?

Par ***Maxim Virkhov****, journaliste à* Ukrainski Tyzhden*, originaire du Donbass*

Comment la situation politique actuelle peut-elle influer sur l'Institut ukrainien de la mémoire nationale (IUMN) ?

En septembre 2019, le Conseil des ministres d'Ukraine a approuvé la candidature du nouveau directeur de l'Institut ukrainien de la mémoire nationale. Le successeur de Volodymyr Viatrovych (directeur de l'IUMN de 2014 à 2019) est Anton Drobovych, 33 ans, docteur en sciences philosophiques, chef des programmes pédagogiques du Centre mémorial de l'Holocauste « Babyn Yar », chercheur à l'Institut de recherches socio-économiques et titulaire de la chaire de culturologie de l'Université nationale pédagogique Dragomanov. L'opinion publique a réagi de façon mitigée à sa nomination. Mais il est trop tôt pour pronostiquer si et comment le travail de l'Institut ukrainien de la mémoire nationale va changer sous la direction d'Anton Drobovych. Pour l'instant, il n'y a pas de raison de s'attendre à un virage pro-russe de l'Institut, comme ce fut le cas sous la présidence de Viktor Yanukovych, avec la liquidation de la politique de reconquête de la mémoire et de l'identité nationale menée pendant la « révolution orange ». Mais d'autres risques évidents pourraient influencer non seulement l'efficacité de l'Institut ukrainien de la mémoire nationale mais aussi le cœur de son travail.

Le premier et principal facteur de ces risques est lié à la conjoncture politique qui a suivi l'élection de Volodymir Zelensky. Dmytro Razumkov[11] a défini la position du camp Zelensky avant l'élection présidentielle : « Tout ce qui peut diviser les ukrainiens – la foi, la langue, le territoire, certaines

figures historiques – doit être mis de côté tant que la guerre n'est pas terminée ». Peu après, on a vu qu'une rhétorique unificatrice et patriotique pouvait être employée pour critiquer la politique des années précédentes. Volodymyr Zelensky a exprimé vigoureusement son mécontentement sur le nombre de rues renommés « Taras Chevtchenko »[12] et « Stepan Bandera »[13] : « Nous nous souvenons de l'histoire, nous honorons les héros historiques. Mais pourquoi ne pas honorer, tous ensemble, des héros modernes ? » Au fait, depuis le lancement de la décommunisation en 2015, le nom de Bandera a été utilisé seulement 34 fois pour des projets toponymiques en Ukraine. « Je voudrais tant qu'en Ukraine il y ait plus de rues portant le nom de personnalités qui ne provoquent pas de conflits », déclara le vice-président du Parlement Ruslan Stefanchuk. Même attitude chez Volodymyr Borodyansky, ministre de la Culture, de la Jeunesse et du Sport (dont dépend l'IUMN). « C'est un personnage controversé dans la société », déclare le ministre sur Bandera. « C'est notre histoire commune. Elle est encore douloureuse pour beaucoup de personnes. Et pour prendre une décision de nommer ou ne pas nommer, d'héroïser ou ne pas héroïser, il faut comprendre qu'il y a eu des périodes diverses dans notre histoire. »

Bien entendu, il ne s'agit pas uniquement de Bandera, mais plutôt de l'orientation de l'IUMN ces dernières années, que les échelons supérieurs du gouvernement entendent repenser. La révision concerne la période des deux mouvements de libération (la première indépendance ukrainienne en 1917-1920, puis le combat des nationalistes du début des années trente à 1955, date à laquelle l'URSS réduit les derniers maquis nationalistes) à laquelle la direction de l'IUMN a donné trop d'attention, selon Volodymyr Borodyansky, sous le mandat de Volodymyr Viatrovych (qui a été l'un des artisans des lois de décommunisation votées en 2015). Le ministre considère que l'IUMN « a réduit l'histoire de l'Ukraine au début du XX^{e} siècle » et à « un certain panthéon de personnages qui vivaient à cette époque. » Pour un observateur étranger, le discours du nouveau gouvernement peu paraître tout à fait opportun et aussi progressiste. Cependant, les événements historiques de la première moitié du XX^{e} siècle ont été extrêmement importants pour la formation de l'identité nationale ukrainienne. Et en même temps, la restauration de la mémoire collective de cette période a besoin d'énormes efforts pédagogiques car, pendant plus de cinquante ans, la machine répressive et de propagande de l'URSS a effectué un véritable lavage de cerveau. Mais, en pratique, « l'élargissement du regard sur l'histoire » et l'objectif d'éviter les sujets « conflictuels » peuvent se retourner contre l'IUMN en l'éloignant d'une de ses missions essentielles.

La deuxième menace est liée à la façon dont le gouvernement – et désormais sa nouvelle direction – comprendront les objectifs de l'IUMN. Parmi les priorités de sa fonction, Anton Drobovych a dit qu'il souhaitait que « l'Institut ne soit pas perçu comme la voix de l'agitation, du combat idéologique ou de la propagande, mais qu'il devienne un instrument à la disposition des citoyens pour favoriser le dialogue social et promouvoir une identité saine. » Dans le même esprit, le ministre de la Culture

Volodymyr Borodyansky avait déclaré auparavant : « Je crois qu'il faut arrêter l'instrumentalisation de l'histoire. C'est-à-dire arrêter de l'utiliser comme un instrument pour obtenir certains résultats particuliers. C'est ce que fait la Russie depuis plusieurs années. Mais nous ne sommes pas la Russie. » Ce n'est pas la première fois que la référence à la Fédération de Russie sert de prétexte à une manipulation politique. Critiquer « l'agitation » et « l'obtention de certains résultats particuliers » reviendrait à contredire franchement les dispositions adoptées par le Conseil des ministres sur l'IUMN, qui présentent une énumération concrète des objectifs de l'Institut. Si on retire de ses activités tout ce qui apparaît comme de l'agitation, il est difficile d'imaginer ce qu'il restera. Car la création d'une mémoire nationale rentre par définition dans le cadre du combat idéologique, même si cela paraît démodé ou anti-libéral.

C'est justement à la « libéralisation » qu'est liée la troisième série de problèmes pour l'avenir de l'IUMN. Ce n'est pas un secret que le moteur de la suppression des toponymes d'origine soviétique et des « symboles du communisme » (un des volets principaux des lois de décommunisation) a été l'État, surtout dans les régions du sud-est, et bien que cette mission ait été confiée au départ aux autorités locales. Les autorités locales ont reçu des consignes et un calendrier précis, grâce auxquels un travail colossal d'élimination des symboles communistes a été effectué efficacement, bien que parfois expéditif. Or le pouvoir actuel est arrivé grâce à une vague de populisme « démocratique ». Par exemple, Dmytro Razumkov avait déclaré que les changements de toponymes devaient être décidés par des référendums locaux. Volodymyr Borodyansky a adouci ses propos, en disant qu'il valait mieux revenir à cette question du référendum local « après certaines étapes de réflexion au niveau national » (en clair qu'il fallait freiner le rythme des réformes). Anton Drobovych lui-même a vivement critiqué les méthodes des « décommunisateurs » en les accusant de « démontage irréfléchi de monuments » et de « grosses intrusions dans le domaine artistique ». « En quoi ces gens-là sont-ils différents de Daech à Palmyre ? C'est difficile à dire », s'indignait Drobovych en 2015. Selon lui, la décommunisation « doit être créative ; elle n'est pas censée procéder par l'agression ou le revanchisme, mais être une réflexion critique, faire la part du rire et de l'ironie, de la créativité et du dialogue ». Comme l'équipe de Volodymyr Zelensky a déjà enterré le thème des référendums municipaux, cela implique que la recherche de méthodes « douces » pour la réalisation d'une politique de mémoire est susceptible de la paralyser complètement. Comme le montre l'expérience de la décommunisation, dans beaucoup d'endroits le processus de remplacement des toponymes pourrait s'enliser interminablement dans des discussions et des controverses interminables. De même, la politique de « décolonisation », à laquelle la direction précédente de l'IUMN avait projeté de passer, sera suspendue et ce, sans avoir à afficher le moindre retournement idéologique : il suffira de renoncer aux méthodes efficaces en faveur des méthodes créatives, tandis que le processus de décision sombrera dans la temporisation et les débats au nom de la « démocratie ».

En dernier lieu, la révision « libérale » peut mettre en cause les fondements même de la politique de mémoire. On peut interpréter et appliquer de plusieurs manières « l'amélioration du niveau d'inclusion de la mémoire officielle » chère à Anton Drobovych. Pour lui, cela veut dire « faire de plus grands efforts pour préserver la mémoire de l'histoire commune des Ukrainiens de souche et des Ukrainiens d'origine polonaise, juive, arménienne, tatare, grecque, bulgare et autre ». Selon Anton Drobovych, « nous sommes une nation politique très diverse et ceci devrait mieux se manifester dans les activités de l'IUMN ». Nous verrons ce que cela apportera dans le futur. En particulier, cela pourrait signifier une réorientation de l'Institut vers « la célébration de la diversité » ainsi que la promotion du multiculturalisme, au lieu de cultiver une identité nationale ukrainienne. Il n'est pas exclu que l'affaiblissement de la position de l'IUMN soit soutenu par une partie du public, en premier lieu le public pro-russe agacé par la soi-disant « bandérisation » de la politique mémorielle à l'époque de Volodymyr Vyatrovych. Une telle « libéralisation » aide le gouvernement comme un moyen de se sortir de nombreux sujets délicats et problèmes complexes dans le domaine humanitaire. Dans le passé, le concept d'une « Ukraine multinationale » a servi plus d'une fois contre l'ukrainisation. Si le gouvernement n'ose pas encore franchir la ligne rouge, le camp pro-russe sondera activement le terrain. Cela vaut la peine de rappeler les dernières tentatives de restituer leur ancien nom soviétique aux avenues Bandera et Shukhevych à Kyiv, mais aussi celle portant le nom de Grigorenko à Kharkiv[14]. Il n'est pas besoin d'expliquer pourquoi la ligne de « libéralisation » de l'IUMN (et du gouvernement en général) aboutira à l'intensification de l'action des forces revanchistes (pro-russes), qui revendiquent aussi la « démocratie » et le « dialogue ».

Il ne faut pas oublier non plus la pression de nos voisins occidentaux, notamment la Pologne qui, depuis 2016, a ouvertement saboté le dialogue ukraino-polonais sur l'histoire[15]. La députée du parti du président (« le Serviteur du peuple ») Iryna Vereshchuk a accusé Volodymyr Vyatrovych d'avoir détérioré les relations avec la Pologne. Volodymyr Zelensky a répondu par la suite qu'il était arrivé à un accord avec le président polonais Andrzej Duda sur la suspension des discussions autour des événements historiques. Il n'est pas exclu que la politique ukrainienne sur la mémoire devienne un domaine où les « serviteurs » feront de généreuses concessions. Bref, les risques sont très sérieux. Si la direction de l'IUMN ne peut (ou ne veut) pas les éviter, le travail de l'Institut dans les prochaines années pourrait subir des changements fondamentaux. Et il est peu probable que cela soit pour le mieux. Au pire, l'Institut risque de s'éloigner de sa raison d'être et ne plus être alors un facteur de changement dans la construction de la nation, et de se mettre à la place au service de la « créativité » et du « dialogue ». Normalement, ces changements ne sont pas irréversibles, mais l'Ukraine doit alors déjà rattraper le temps perdu, et c'est pourquoi ce type de scénario est complètement indésirable. Que fera l'IUMN dans les cinq années qui viennent ? Nous le saurons bientôt.

1. Yevhen Sverstiouk (1927-2014) était un critique littéraire ukrainien, essayiste, poète, penseur et philosophe. Prisonnier politique et dissident du régime soviétique, il est arrêté en 1972 et condamné à sept ans de camp à régime sévère et cinq ans d'exil pour « fabrication et diffusion de documents du samvydav » (distribution de tracts clandestins, de brochures, livres et périodiques publiés en dehors de la censure).
2. Le grand fleuve qui traverse l'Ukraine portait un nom russe, le Dniepr, jusqu'à ce qu'il retrouve son nom ukrainien, le Dnipro.
3. L'Ukraine soviétique a connu une brève période de promotion de l'identité nationale et de la culture ukrainiennes. De nombreux artistes, écrivains et certains dirigeants du parti s'engagèrent dans ce mouvement. Staline y mit un frein dès la fin des années 1920, et déclencha une purge du parti avec une violente répression, en même temps qu'il menait sa guerre contre les paysans rétifs à la collectivisation, qui culmina avec la famine provoquée de 1933, que les Ukrainiens ont appelé le Holodomor.
4. Après la mort de Staline en 1953, le régime soviétique s'était peu à peu assoupli. En Ukraine, le Parti communiste d'Ukraine avait mené une politique d'ouverture culturelle et linguistique, qui fut brutalement interrompu en 1972 par Brejnev, avec le limogeage du secrétaire général du Parti d'alors, Petro Shelest, et une vague de répression contre les intellectuels et les défenseurs de la langue ukrainienne. Ce nouveau cours autoritaire et anti-ukrainien dura jusqu'à la fin de l'URSS.
5. Viatcheslav Tchornovil (1937-1999), dissident puis homme politique ukrainien, écrivain, critique littéraire, figure du mouvement de résistance contre la russification et la discrimination nationale du peuple ukrainien, ce qui lui valut d'être interné au Goulag. Il fonda et dirigea Roukh, un mouvement démocrate nationaliste qui joua un rôle clé à la fin de l'URSS et dans les premières années de l'indépendance de l'Ukraine. Il fut candidat malheureux à la première élection présidentielle en Ukraine, remportée par Leonid Kravtchouk.
6. Iouri Ihorovytch Androukhovytch est un poète, prosateur, traducteur et essayiste ukrainien. Il vit et travaille à Ivano-Frankivsk. Il défend une vision pro-européenne de l'Ukraine.
7. Dans sa réponse à l'article de Mykola Riabtchouk « Ukraine, One State, Two Countries? Why Ukrainians are Ukrainians », l'historien ukraino-américain Roman Zpsorliuk compare Lviv, la plus grande ville d'Ukraine de l'ouest et considérée comme la plus « patriote » du pays, à Donetsk, capitale de la région du Donbass, région proche de la Russie et à majorité russophone. Puis il compare ces deux villes à Kyiv, la capitale, et écrit : « Kyiv est dans des aspects importants très 'occidentale' car on y vote comme à Lviv, mais dans d'autres aspects très 'orientale' car on y parle comme à Donetsk. »
8. La loi « sur le fonctionnement de la langue ukrainienne en tant que langue de l'État » a été adoptée par la Verkhovna Rada d'Ukraine le 25 avril 2019. La loi assure la priorité de la langue ukrainienne dans plus de 30 domaines de la vie publique : en particulier dans l'administration publique, les médias, l'éducation, la science, la culture, la publicité, et les services. Dans le même temps, elle est assez flexible pour l'utilisation d'autres langues à côté de l'ukrainien et ne réglemente pas la communication privée.
9. Jusqu'en 2019, la seule Église orthodoxe (la religion majoritaire) reconnue était celle dite du Patriarcat de Moscou. La Russie fit tout pour empêcher la reconnaissance par le monde orthodoxe d'une Église autocéphale, c'est-à-dire indépendante. Le patriarche de Constantinople, plus haute autorité religieuse orthodoxe de l'Église ukrainienne, a reçu le *tomos* en janvier 2019, c'est-à-dire le statut d'une Église de plein exercice.
10. Les lois de décommunisation, votées en 2015, ont entre autres mis en œuvre un vaste mouvement, toujours en progrès, de suppression des monuments et des toponymes soviétiques.
11. Proche conseiller de Volodymir Zelensky pendant sa campagne, ancien membre du Parti des régions (pro-russe), président de la Rada (parlement) depuis août 2019.
12. Taras Chevtchenko (1814-1861), considéré comme le plus grand poète romantique en langue ukrainienne et le symbole de l'identité culturelle de l'Ukraine. Depuis l'indépendance, les innombrables statues de Lénine qui parsemaient l'Ukraine (5500, presqu'autant qu'en Russie, pourtant trois fois plus peuplée et trente fois plus étendue) ont été abattues, et elles ont été très souvent remplacées par des statues de Chevtchenko.
13. Stepan Bandera (1909-1959), principal dirigeant de l'OUN, parti nationaliste. Il passa la guerre en captivité en Allemagne, mais fut cependant un chef important de l'UPA, l'armée de libération nationale créée en 1942. Exilé en Allemagne après la

guerre, il y animait la lutte des partisans antisoviétiques en Ukraine, jusqu'à son assassinat par le KGB à Munich en 1959. Personnage controversé, à cause de son idéologie autoritaire et de sa brève tentative d'alliance avec l'Allemagne en 1941, il est néanmoins un héros pour beaucoup d'Ukrainiens, en tant que symbole de la résistance à l'oppression soviétique et de la survie de la nation. La reconnaissance des héros de la lutte pour l'indépendance a été inaugurée par le président Youchtchenko pendant la \ »révolution orange\ », et reprise sous Petro Porochenko.

14. Roman Shukhevych (1907-1950), principal chef de l'UPA pendant l'occupation nazie et après la guerre, abattu par les troupes du KGB. Piotr Grigorenko (1907-1987) est un célèbre dissident soviétique. Général et vétéran de la Seconde Guerre mondiale, il fut l'un des fondateurs du mouvement des droits de l'homme en URSS (le Groupe d'Helsinki) dans les années 1970, et l'une des premières victimes de la répression psychiatrique lancé par le KGB à cette époque.
15. Il s'agit des commissions d'historiens qui travaillaient depuis plusieurs années sur l'élaboration d'un récit commun sur la tragédie de Volhynie qui opposa Polonais et Ukrainiens à la fin de la guerre, guerre civile pour les Ukrainiens, nettoyage ethnique pour les Polonais. 70 000 à 100 000 Polonais et 30 à 50 000 Ukrainiens furent massacrés au cours de cette guerre qui fut déclenchée par l'UPA.